

**PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LA
RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS ÉTRANGERS EN
MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE**

(Conclue le premier février 1971)

Les Etats signataires du présent Protocole,
Conscients du fait que certains chefs de compétence, ne figurant pas aux articles 10
et 11 de la Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des
jugements étrangers en matière civile et commerciale, ne sauraient permettre
qu'exceptionnellement la reconnaissance et l'exécution des jugements sur le plan
international,

Convaincus que les principes sur lesquels le présent Protocole est fondé
s'imposeront tant dans les accords complémentaires qui seront conclus en
application de l'article 21 de ladite Convention que dans les autres Conventions à
conclure,

Ont résolu de conclure un Protocole à cet effet et sont convenus des dispositions
suivantes:

1. Le présent Protocole est applicable aux décisions étrangères, quel qu'en soit l'Etat d'origine, rendues dans les matières auxquelles s'étend la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, contre une personne ayant son domicile ou sa résidence habituelle dans un Etat contractant.

2. La reconnaissance et l'exécution, dans un Etat contractant, d'une décision visée au numéro 1 doivent être refusées, à la demande de la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise, lorsque la décision n'a pu être fondée que sur l'un ou plusieurs des chefs de compétence mentionnés au numéro 4.

Toutefois, la reconnaissance et l'exécution peuvent ne pas être refusées lorsque la compétence du tribunal de l'Etat d'origine aurait pu, en l'espèce, être également fondée sur un autre chef de compétence qui, entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, autorise la reconnaissance et l'exécution.

3. Par Etats contractants au sens des numéros 1 et 2, on entend les Etats qui sont parties à la Convention et qui sont liés entre eux par un accord complémentaire prévu à l'article 21 de ladite Convention.

4. Les chefs de compétence visés au numéro 2, alinéa premier, sont les suivants:

- a) la présence de biens du défendeur ou la saisie de biens par le demandeur, sur le territoire de l'Etat d'origine, sauf:
 - si la demande porte sur la propriété ou la possession desdits biens ou est relative à un autre litige les concernant,
 - ou si le litige concerne une créance garantie sur ledit territoire par une sûreté réelle;
- b) la nationalité du demandeur;
- c) le domicile ou la résidence, habituelle ou temporaire, du demandeur dans l'Etat d'origine, sauf si cette compétence est admise dans certaines relations contractuelles à raison du caractère particulier de la matière;
- d) le fait que le défendeur a traité des affaires dans l'Etat d'origine, sans que le litige soit relatif auxdites affaires;
- e) l'assignation faite dans l'Etat d'origine au cours d'un séjour temporaire du

défendeur;

- f) la désignation unilatérale du tribunal par le demandeur, notamment dans une facture.
5. Sont assimilés au domicile et à la résidence habituelle, le siège, le lieu de constitution et le principal établissement des personnes morales.
 6. Le présent Protocole ne porte pas atteinte aux Conventions qui, dans des matières particulières, prévoient ou prévoiront des chefs de compétence mentionnés au numéro 4.
 7. Le présent Protocole s'applique sous réserve des dispositions des Conventions en vigueur en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers.
 8. Dans les accords complémentaires qu'ils concluront en application de l'article 21 de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, les Etats parties auxdits accords ne considéreront pas comme compétents les tribunaux dont la compétence est fondée sur un ou plusieurs des chefs énumérés au numéro 4, sauf s'il y a lieu d'éviter un déni de justice.
 9. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat signataire de la Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

Il peut être signé et ratifié par tout Etat partie à la Convention, et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui effectuera toutes les notifications nécessaires.

Il entrera en vigueur le sixième jour après le dépôt du deuxième instrument de ratification.

Pour tout Etat ratifiant postérieurement il entrera en vigueur le sixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

La dénonciation de la Convention entraîne la dénonciation du Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à La Haye, le premier février 1971, en français et en anglais, les deux

textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à Chypre, l'Islande et Malte.

**SUPPLEMENTARY PROTOCOL TO THE HAGUE CONVENTION ON THE
RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN JUDGMENTS IN CIVIL AND
COMMERCIAL MATTERS**

(Concluded February 1st, 1971)

The States signatory to the present Protocol,

In the knowledge that certain grounds of jurisdiction, which are not included in Articles 10 and 11 of the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, can only exceptionally justify the international recognition and enforcement of judgments,

Convinced that the principles upon which this Protocol is founded shall prevail both in Supplementary Agreements which will be concluded under Article 21 of the said Convention and in other Conventions to be concluded in the future,

Have resolved to conclude a Protocol to this end, and agreed on the following provisions:

(1) This Protocol shall apply to all foreign decisions, regardless of their State of origin, rendered in matters to which the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters extends, and directed against a person having his domicile or habitual residence in a Contracting State.

(2) Recognition and enforcement of a decision to which Article 1 applies shall in a Contracting State be refused at the request of the person against whom recognition or enforcement is sought, where the decision was based, and in the circumstances could have been based, only on one or more of the grounds of jurisdiction specified in Article 4.

Recognition and enforcement need not, however, be refused where the jurisdiction of the court of the State of origin could in the circumstances also have been based upon another ground of jurisdiction which, as between the State of origin and the State of recognition, is sufficient to justify recognition and enforcement.

(3) Contracting States for the purposes of Articles 1 and 2 are States which are Parties to the Convention, and are linked by a Supplementary Agreement in accordance with Article 21 thereof.

(4) The grounds of jurisdiction referred to in the first paragraph of Article 2 are the following –

a) the presence in the territory of the State of origin of property belonging to the defendant, or the seizure by the plaintiff of property situated there, unless –

– the action is brought to assert proprietary or possessory rights in that property, or arises from another issue relating to such property,

– the property constitutes the security for a debt which is the subject-matter of the action;

b) the nationality of the plaintiff;

c) the domicile, habitual residence or ordinary residence of the plaintiff

within the territory of the State of origin unless the assumption of jurisdiction on such a ground is permitted by way of an exception made on account of the particular subject-matter of a class of contracts;

- d) the fact that the defendant carried on business within the territory of the State of origin, unless the action arises from that business;
- e) service of a writ upon the defendant within the territory of the State of origin during his temporary presence there;
- f) a unilateral specification of the forum by the plaintiff, particularly in an invoice.

(5) A legal person shall be considered to have its domicile or habitual residence where it has its seat, its place of incorporation, or its principal place of business.

(6) This Protocol shall not prevail over present or future Conventions which, in relation to special fields, provide for any of the grounds of jurisdiction specified in Article 4.

(7) This Protocol applies subject to the provisions of existing Conventions relating to the recognition and enforcement of foreign judgments.

(8) In Supplementary Agreements concluded in accordance with Article 21 of the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, States Parties to those Agreements will not regard a court as possessing jurisdiction when it has proceeded on one or more of the grounds of jurisdiction specified in Article 4, unless it is necessary to do so to prevent a denial of justice to a litigant.

(9) The present Protocol shall be open for signature by every State which has signed the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters.

It may be signed and ratified by every State which is a Party to the Convention, and the instrument of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign

Affairs of the Netherlands which shall give all necessary notifications.

It shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the second instrument of ratification.

For every State which ratifies it subsequently it shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the instrument of ratification.

A denunciation of the Convention entails the denunciation of the Protocol.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

DONE at The Hague, on the first day of February, 1971, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law, and to Cyprus, Iceland and Malta.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W. J. A. van der ...', written over a horizontal line.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands